



Diagnostic des dispositifs d'appui technique aux initiatives des migrants

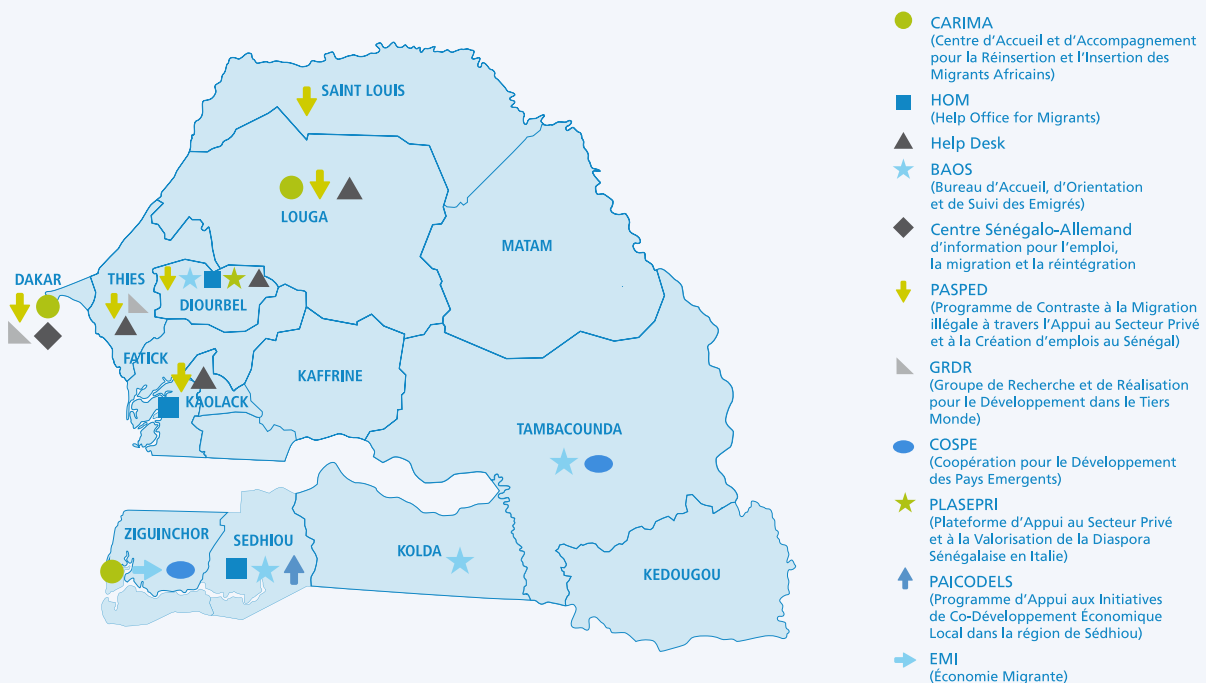
Au regard de l'ampleur prise, des faits connexes qui lui sont liés ou encore, de ses enjeux géoéconomiques en termes de positionnement stratégique, de transferts financiers, de savoirs et de compétences, la migration s'est de plus en plus imposée comme un fait social majeur au Sénégal. Considérant l'importance croissante des flux migratoires, et en particulier des migrants de retour, la mise en place de dispositifs d'appui offrant des services de proximité aux initiatives des migrants dans les territoires d'origine est capitale. En effet, grâce aux fonds, connaissances et compétences acquis lors de la migration, des initiatives et projets créateurs d'emploi notamment en milieu rural, pourraient contribuer au développement local des territoires d'origine des migrants. Conscient de l'importance de ces problématiques, l'État a initié l'élaboration de la première «Politique Nationale de Migration du Sénégal».

Malgré la tradition de migration au Sénégal, son impact sur le développement économique et social du pays ainsi que sur les territoires de départ reste limité. En dépit de la mobilisation nationale et internationale autour des enjeux de la migration, beaucoup de questions restent encore peu adressées. Plusieurs recherches et études récentes sont en train d'être réalisées mais restent limitées soit, aux territoires couverts, soit, aux besoins d'informations

spécifiques des projets/programmes qui les ont commanditées. De manière spécifique, la question de la pertinence et de la performance des dispositifs d'appui aux migrants d'une part, et d'autre part, l'analyse des conditions de réinsertion socio-économique ou socio-professionnelle des migrants de retour, restent peu renseignées aussi bien dans les politiques migratoires que dans la littérature scientifique alors qu'elles comportent des enjeux et des défis tant pour le pays d'accueil que pour le pays d'origine, mais également pour le migrant lui-même, sa famille ou sa communauté territoriale. Dans le cas du Sénégal, il existe peu d'informations sur le profil organisationnel des dispositifs d'appui technique aux migrants, sur leur pertinence, leur répartition territoriale, leur degré de performance ou encore, leur niveau de collaboration.

Voilà pourquoi, dans le cadre de l'étude «Cartographie des dispositifs d'appui technique aux entreprises et initiatives des migrants», les dispositifs d'appui technique aux migrants au Sénégal ont été identifiés et un diagnostic de leur mode d'organisation, de leur performance ainsi que de leurs incidences a été réalisé, en vue de proposer des recommandations pouvant améliorer leur intervention.

Cartographie de dispositifs et projets décentralisés d'appui aux migrants



Typologie des dispositifs d'appui technique¹

Typologie des dispositifs d'appui technique	Instruments
Les dispositifs territoriaux d'offre de services directs aux migrants	BAOS; Help Desk; HOM (Help Office for Migrants); projet CARIMA (Enda Diapol); Centre sénégallo-allemand d'information pour l'emploi, la migration et la réintégration (Coopération Allemande)
Les projets et programmes dédiés à la migration	FAISE; PAISD; PAICODELS; PACERSEN; PASPED; PARERBA; PLASEPRI; Programme «Réussir au Sénégal» (coopération Allemande); projet «BIT» (OIT); «Office Français de l'immigration et de l'intégration» (coopération Française); «Développement de l'emploi dans les zones de départ» (ADEPME/UE); «Autonomisation économique des femmes migrantes» (multipartenaires); «Projet pour la réinsertion socioprofessionnelle des migrants de retour» (multipartenaires); JAPPANDO (multipartenaires); «Aide au retour volontaire et à la réintégration» (OIM) ainsi que d'autres projets de l'OIM. PACERSEN; «Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal» (Ministère de l'intérieur Sénégalais)
Les projets et programmes publics ayant un volet migration	«Fonds de garantie pour l'investissement des Sénégalais de l'extérieur» (FOGARISE/FONGIP); «Bureau de création des entreprises» et « guichets uniques » (APIX); «Développement de l'emploi dans les zones de départ» (UE, ADEPME); «Promotion d'une agriculture moderne pourvoyeuse d'emplois durables pour les jeunes» (ANIDA, UE, coopération Italienne et Espagnole)
Les dispositifs d'appui de la société civile	REMIDEV (réseau pour la migration et le développement); FASER; FAEEJ (groupe Teranga Rewmi); projet INTEG-PLAN et «projet pour la réinsertion socioprofessionnelle des migrants de retour» (CARITAS); «Projet de migrant de retour volontaire productif» (CEPAIM); «Projet économie migrante» (COSPE); «Accueil et réinsertion des migrants de retour» (ONG la Lumière); «Intégration de la migration dans le développement local» et «Structuration des associations de migrants» (GRDR); CONFESEN

¹ Une présentation complète de l'ensemble des dispositifs d'appui technique par région est disponible dans l'étude « Diagnostic et besoins en renforcement des dispositifs d'appui technique aux initiatives des migrants », pp. 48-51.

Diagnostic et recommandations

D'un point de vue général, malgré la diversité des dispositifs d'appui aux migrants de retour, il réside un **décalage entre les besoins techniques, financiers et logistiques des migrants** et l'offre de services, limitée et pas encore articulée à une politique migratoire définie.

Les différentes structures administratives intervenant dans la gestion de la migration sont caractérisées par **des déficits humains, techniques, financiers et logistiques ainsi que par un manque de répartition claire des positions et des rôles** de chacune, un **cloisonnement sectoriel des interventions, un manque de communication, d'harmonisation et de coordination**, traduisant un problème de cohérence horizontale et verticale de l'intervention de l'État en matière de politique migratoire.

En outre, non seulement tout le **territoire national n'est pas couvert par des dispositifs d'offres de services directs**, mais à part les BAOS présents dans quelques régions, tous les autres dispositifs sont liés à des projets à durée limitée. Peu opérants, les BAOS n'ont pu assumer leur position et leurs fonctions du fait de déficits financiers, humains et logistiques et d'absence d'outils d'animation et de levier institutionnel.

Enfin le **manque de données statistiques** sur les migrants, **l'absence de dispositifs d'information** sur les potentialités économiques des territoires, et **l'insuffisance de dispositifs d'identification et de suivi des migrants** et de leurs projets représentent d'autres **freins majeurs** au bon fonctionnement des dispositifs d'appui technique aux migrants.

Malgré ces faiblesses, notons tout de même la **volonté politique manifeste d'investir dans l'appui aux migrants**, l'intérêt important accordé au sujet par les pouvoirs publics ainsi que la prise de conscience générale du rapport entre migration et développement territorial. Cet intérêt s'est traduit, entre autres, par la création de la DGSE, **la multiplication des dispositifs d'appui aux migrants** et l'élaboration (en cours) d'un **document de politique nationale sur la migration**. Le redéploiement territorial des BAOS et l'ancrage des Help Desk et du Help Office for Migrants au sein des ARD ont aussi facilité une meilleure prise en charge de la dimension migration par les collectivités locales ainsi que dans les stratégies de développement local.

Les dispositifs étatiques d'appui tout comme ceux des partenaires techniques et financiers, des collectivités territoriales ainsi que ceux des projets d'aide au développement ayant un volet migration ont tous besoin, pour être opérationnels et en mesure de répondre efficacement à la demande de services des migrants de **i. Renforcement en personnel suffisant et de qualité ; ii. Renforcement logistique ; iii. Renforcement en compétences et en capacités du personnel ; et iv. Renforcement en moyens financiers**. A cet égard, une redéfinition de leurs fonctions et services ainsi que des profils de compétences appropriés pour exercer lesdites fonctions devient une nécessité.



Ce produit a été préparé dans le cadre du projet FMM/GLO/115/MUL «Favoriser les investissements productifs afin de créer des emplois agricoles et non agricoles décents pour les jeunes ruraux dans les zones du Sénégal enclines à la migration» qui est soutenu par les Royaumes de Belgique, des Pays-Bas, de Suède et par la Suisse, via le Mécanisme de Soutien du Programme Multipartenaire de la FAO (FMM).

Représentation de la FAO au Sénégal
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
 15, rue Calmette x rue Amadou Assane Ndoye | BP N° 3300 | Dakar
 Tél.: (+221) 33 889 16 66 | Fax: (+221) 33 889 16 70
 E-mail: FAO-SN@fao.org | www.fao.org/rural-employment/fr



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO